

«Le développement durable ne peut être un objectif éducatif»
par Marine Jobert

<http://www.journaldelenvironnement.net/article/le-developpement-durable-ne-peut-etre-un-objectif-educatif,74382?xtor=EPR-9>



Lucie Sauvé, de l'université de Québec, à Montréal.
Universidad Veracruzana

L'Unesco publie un nouveau **rapport** mondial de suivi sur l'éducation (GEM), visant à montrer «*le pouvoir que détient l'éducation pour favoriser les progrès de tous les objectifs mondiaux*» visés dans le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Entretien avec Lucie Sauvé, professeure spécialisée dans l'éducation relative à l'environnement et l'éco-citoyenneté à l'université du Québec à Montréal.

JDLE - Mêler dans ce rapport mondial de l'Unesco le thème de l'éducation à l'environnement à la question des objectifs du développement durable, qu'en pensez-vous?

Lucie Sauvé - Cette année, en 2016, l'Unesco a choisi d'arrimer son *Rapport mondial de suivi de l'éducation* aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. L'éducation correspond en fait au 4e de ces 17 Objectifs du millénaire, rebaptisés récemment ODD. Je porte un regard à la fois appréciatif et critique sur ce rapport. Parce que les intentions sont admirables: l'éducation qui contribue à la réduction de la pauvreté, l'élimination de la faim, l'amélioration de la santé, l'égalité des sexes, etc.: c'est très bien. Mais en même temps, il faut se rendre compte que pour éradiquer la pauvreté, la faim, les inégalités, c'est la croissance économique soutenue qui est préconisée par les ODD. Or celle-ci, ainsi que l'analysent des gens comme Edgar Morin, Riccardo Petrella ou Serge Latouche, est précisément la cause de ces problèmes.

JDLE - Il y a tout de même des données frappantes dans ce rapport, comme le fait que les programmes de plus de la moitié des Etats ne mentionnent pas explicitement le changement climatique. Est-ce parce que ces Etats sont accaparés par d'autres urgences (guerre, pauvreté, etc.) ou est-ce délibéré? ?

Lucie Sauvé – A quelques exceptions près, comme dans certains pays scandinaves ou d'Amérique latine, les préoccupations environnementales n'ont pas pénétré adéquatement les programmes d'études. On a peur de la controverse et de l'engagement à l'école, même s'il y a tout un discours émergent sur l'importance de l'engagement des jeunes dans la société. Mais quand vient le temps de former les enseignants ou de rénover les programmes, la frilosité est là: on a peur d'une école qui serait activiste.

JDLE - Selon vous, aborder toutes les facettes du changement climatique à l'école, ce serait prendre le risque de semer la zizanie dans le système scolaire et, plus largement, dans la société?

Lucie Sauvé - Aborder à l'école des questions comme les changements climatiques est nécessairement interdisciplinaire et mobilise des savoirs qui ne sont pas forcément codifiés en disciplines. Et cette interdisciplinarité n'est pas du tout dans la culture scolaire. D'autre part, aborder ces questions-là, c'est aborder des questions éminemment politiques et pour beaucoup, cela devient gênant dans une école qui veut rester 'neutre' et qui n'est pas préparée au débat. Mais il faut se rendre compte que le seul fait de ne pas parler dans le cadre scolaire d'environnement ou des pesticides, des OGM, de changement climatique, de déforestation, etc., c'est déjà un choix politique: on écarte ces questions de la formation! Ceux qui font ces choix d'évitement n'en sont sans doute malheureusement pas conscients.

Je ne suis pas du tout pessimiste pour autant. Il y a un énorme travail à faire, avec des enseignants qui, avec et malgré les programmes, avec beaucoup de créativité pédagogique, arrivent à faire vivre ces questions dans leur classe. Il faut regarder ce qui se fait sur le terrain par des enseignants plus audacieux, qui considèrent qu'ils ne sont pas simplement des professeurs, mais aussi des citoyens, et que leur rôle social comme enseignant est majeur. Je ne suis donc pas découragée, même si je suis très inquiète quand je vois les forces internationales poser sur l'éducation la chape de plomb du développement durable. Le concept de développement durable a toute sa pertinence pour le monde de l'entreprise, il a été développé à l'intention du monde de l'économie et des affaires. Mais quand finalement on commet l'équivoque d'en faire un objectif central de tous les systèmes d'éducation, alors là non, ça ne va pas, c'est une dérive qu'il faut dénoncer.

JDLE - Sauf que l'éducation à l'environnement, au sens large, va être indispensable pour des populations dont la vie, voire la survie, va être en jeu face aux inondations, aux feux, aux sécheresses de plus en plus fréquents, le tout en lien avec l'agriculture. N'y a-t-il pas des lacunes 'mortelles' dans cette éducation à l'environnement?

Lucie Sauvé - C'est extrêmement important, effectivement, d'apprendre à construire cette résilience-là. Et ces réponses seront à construire collectivement: on apprend dans l'action. L'école est-elle prête à ouvrir des chantiers d'action collective? Toutefois, quand on parle de changement climatique, il faut faire attention de ne pas se focaliser sur les conséquences contre lesquelles on doit se prémunir, mais aussi de le regarder en termes d'équité, de justice climatique.. Telle qu'elle est décrite dans ce rapport de l'Unesco, on pourrait croire que l'éducation consiste à apprendre à s'adapter aux populations qui vivent des inondations ou des sécheresses, à se prémunir des pires conséquences, mais sans leur donner la possibilité de porter un regard critique sur la situation, sans les inciter à dénoncer, résister et participer à transformer fondamentalement ce qui pose problème... Je lisais dans le rapport, par exemple, que *«l'éducation ne se déploiera que si les systèmes éducatifs se convertissent pleinement au développement durable»*. Mais si le système éducatif se convertit à la croissance économique soutenue, on n'est pas sorti du bois! Tout le vocabulaire du 'capital social', du 'marché du travail', qui est employé dans ce rapport mérite un regard attentif. Il est plein des meilleures intentions du monde, mais je suis loin d'être convaincue que le cadre proposé pour trouver des solutions soit le bon pour résoudre les questions d'inégalités qu'il prétend combattre.